

SECRETARY-GENERAL'S PEACEBUILDING FUND  
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET



United Nations  
Peacebuilding

DOCUMENT DE PROJET PBF

Longueur : Max. 12 pages (plus page de couverture et annexes)

<b>Pays : République Centrafricaine</b>	
<b>TITRE DU PROJET : Appui au Redéploiement de l'Administration Territoriale et à la Revitalisation Socio-Economique des communautés (ARAT-RSE)</b>	
<b>NUMERO Projet / MPTF Gateway : 00097202/IRF-129</b>	
<b>Modalité de financement PBF :</b> <input type="checkbox"/> IRF <input type="checkbox"/> PRF	<b>Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund") :</b> <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional <b>Nom du fonds fiduciaire :</b>
<b>Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc.) :</b> - PNUD - BIT	
<b>Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux):</b> - Ministère de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et Régionalisation (MATDR) - Ministères sectoriels et Institutions nationales (Ministère Education, Affaires sociales, Santé, Défense, Sécurité, AGETIPE) - Autres agences des Nations Unies : MINUSCA, FAO - ONG nationales et internationales	
<b>Date estimative de début du projet<sup>1</sup> :</b> 30/11/2015	
<b>Durée du projet en mois :</b> <sup>2</sup> 37 mois	
<b>Zones géographiques de mise en œuvre du projet :</b> Principalement sept (7) préfectures du Centre et de l'Est : Ouaka, Nana-Gribizi, Bamingui-Bangoran, Vakaga, Haute-Kotto, Mbomou et Haut-Mbomou. Spécialement pour la composante FSI (forces de sécurité intérieure) : Ouaka, Mambéré - Kadéi, Nana-Mambéré, Ombela-M'Poko et Ouham-Pendé	
<b>Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :</b> <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	

<sup>1</sup> Note: actual commencement date will be the date of first funds transfer.

<sup>2</sup> Maximum project duration for IRF projects is 18 months, for PRF projects – 36 months.

**SIGNATURES DU PROJET :**

<b>AGENCE RECIPIENDAIRE<sup>6</sup></b>	<b>Représentant du gouvernement national</b>
Nom: <b>Mathieu CIOWELA</b>	Nom : M. Félix MOLOUA
Signature [Redacted]	Signature [Redacted]
Titre : Représentant Résident de l'UNDP	Titre : Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération
Date et tampon: 07 DEC 2018	Date et tampon:
<b>Coordonnateur Résident</b>	<b>Peacebuilding Support Office (PBSO)</b>
Nom : Mme Najat ROCHDI	Nom: M. Oscar FERNANDEZ-TARANCO
Signature [Redacted]	Signature [Redacted]
Date & tampon: 10 décembre 2018	Date & Seal: 28 Decembre 2018

<sup>6</sup> Veuillez inclure un bloc de signature dans le tableau pour chaque agence récipiendaire du projet.

**Budget total du projet PBF\* (par agence récipiendaire) :**

**PNUD :** \$ 2 632 500  
**BIT :** \$ 267 500  
**Total PBF :** \$ 3 000 000

*\*Le budget total approuve et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF*

**Toute autre source de financement existant pour le projet (montant et source) :**

**PNUD :** \$ 1 000 000  
**BIT :** \$ 100 000

**Budget total du projet : 4 100 000 (Sur un budget global initial de 5 020 958 \$US, 4 100 000 \$ furent mobilisés)**

<b>PBF 1ère tranche:</b>	<b>PBF 2ème tranche*:</b>	<b>PBF 3ème tranche*:</b>	<b>__ tranche</b>
<b>PNUD :</b> \$ 2 632 500			
<b>BIT :</b> \$ 267 500			
<b>Total :</b> \$ 3 000 000			

**Deux-trois phrases avec une brève description du projet et une explication succincte de la façon dont le projet est rapide, catalytique et tolérant au risque / innovant :**

Mis en place dans le contexte de la finalisation de la transition politique, le projet avait pour accompagner d'accompagner les nouvelles autorités issues des élections de Décembre 2015/Février 2016 dans le processus de redéploiement de l'Administration publique territoriale et de revitalisation socio-économique locale. Dans cette optique, en synergie avec les interventions de la MINUSCA, il a joué un rôle catalytique important dans la dynamique de restauration de l'autorité de l'Etat et de rétablissement du contrat social avec les populations conformément au Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA 2017-2021) adopté par le Gouvernement en 2016. Particulièrement dans les régions du Centre et de l'Est, qui sont les plus difficiles et encore largement sous le contrôle des groupes armés, le projet a fortement contribué aux progrès accomplis dans le redéploiement et la relance des services publics.

Au-delà des diverses réalisations, notamment en termes de réhabilitation et d'équipement d'infrastructures administratives et d'appui à la coordination et au suivi du redéploiement des fonctionnaires et agents de l'Etat, le projet a joué un rôle catalytique important dans la restauration de l'Etat à Bambari en 2017, la mise en place du vaste programme conjoint SNU d'appui au développement local et la mise en place de la stratégie nationale de restauration de l'autorité de l'Etat. Dans un contexte sécuritaire et de défis opérationnels les plus incertains, la flexibilité dans la mise en œuvre du projet et l'action conjointe avec les services de la MINUSCA ont été déterminants dans les résultats qui ont été obtenus. Il convient de rappeler que, contrairement aux attentes en termes de dynamique de stabilisation après les élections de 2016, à partir de Avril/Mai 2017, les violences se sont fortement intensifiées et étendues au point que, même les quelques rares préfectures et localités qui ont été épargnées par les événements de 2013/2014 ont basculé dans les violences sur fond de tensions communautaires ou ethniques. C'est le cas de Bria, Bangassou et Zemio.

**Résumez le processus de consultation dans le pays et le processus d'endorsement préalable à la soumission à PBSO, y compris à travers la revue / consultation du Comité de pilotage PBF s'il existe.**

Outre les échanges lors de la réunion du Comité de pilotage des projets du Pilier gouvernance le 14 mars 2018 et des consultations bilatérales avec les partenaires nationaux, des échanges réguliers ont

été entretenus avec les autorités administratives locales des zones d'interventions. En particulier, 3 missions de terrain ont été organisées à Bria depuis février 2018 afin de réévaluer, en concertation avec les autorités locales et les partenaires de la MINUSCA, le contexte et les enjeux des interventions prévues.

**Marqueur genre du projet<sup>3</sup> :** 1

**Spécifiez le pourcentage et le montant du budget total du projet alloués aux activités qui ont un lieu direct avec l'égalité entre les sexes / renforcement des capacités des femmes :**

Il est à préciser que le projet ARAT-RSE est largement axé sur le redéploiement de l'Administration (réhabilitation et équipement d'édifices publics y compris pour les forces de sécurité intérieure, coordination et suivi du redéploiement des fonctionnaires et agents de l'Etat etc.). Les principales interventions davantage favorables à l'équité genre sont les activités génératrices de revenus (aménagement d'un marché pour les femmes à Yaloké, 55% des membres des groupements bénéficiaires des financements du projet sont des femmes etc.), la formation sur l'employabilité des jeunes et la comptabilité simplifiée, la formation des agents des FSI sur la problématique de lutte contre les violences basées sur le genre. Le budget consacré à ces activités représente environ 13%.

**Marqueur risque du projet<sup>4</sup> :** 2. Au regard de l'évolution du contexte et de la focalisation du projet dans les régions de l'Est (les plus enclavées et en proie à l'insécurité et aux difficultés opérationnelles), le risque était relativement élevé \_\_\_\_\_

**Sélectionnez le domaine d'intervention prioritaire (« focus area ») de PBF qui résume le mieux le sujet du projet (choisissez seulement un domaine<sup>5</sup>) :** (4.1) Renforcement des capacités nationales de l'Etat ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'Etat/de l'administration locale.

Le cas échéant, le résultat de l'UNDAF auquel le projet contribue : D'ici 2021, les institutions politiques et les organisations de la Société civile promeuvent la paix, la sécurité, la réconciliation nationale et les droits de l'homme et y contribuent.

Le cas échéant, **Objectif de Développement Durable** auquel le projet contribue : ODD16 (Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes)

<sup>3</sup> **Score 3** pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

**Score 2** pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

**Score 1** pour les projets qui contribuent d'une certaine manière à l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 15% du budget total).

<sup>4</sup> 0 = risque faible pour l'attente des résultats

1 = risque moyen pour l'attente des résultats

2 = risque élevé pour l'attente des résultats

<sup>5</sup> (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) Etat de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique

(2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits

(3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux

(4.1) Renforcement des capacités nationales de l'Etat ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'Etat/de

l'administration locale ; (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF

Type de soumission :	S'il s'agit d'une révision de projet, sélectionnez tous les changements qui s'appliquent et fournissez une justification brève en bas :
Nouveau projet	<input type="checkbox"/>
Révision de projet	<input checked="" type="checkbox"/> Durée additionnelle du projet en mois : 6 mois
<input type="checkbox"/>	Changement de résultat / sujet : <input type="checkbox"/>
	Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation de plus de 15% par catégorie de budget : <input type="checkbox"/>
	Budget PBF additionnel : <input type="checkbox"/> Budget additionnel par agence bénéficiaire: USD XXXXX
	<b>Justification de la demande d'extension :</b>
	Cette demande d'extension est justifiée par les besoins de :
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Finalisation de la réhabilitation de 2 bâtiments administratifs à Bria, une des 4 villes prioritaires identifiées par le Gouvernement en vue de la restauration de l'autorité de l'Etat à l'image des efforts engagés pour la ville de Bambari (travaux retardés par les violences récurrentes dans cette zone sensible du pays) ;</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Payer les subventions aux groupements d'intérêts économiques constitués dans le cadre de l'appui à la revitalisation socio-économique. Sur les groupements constitués et formés par le projet en 2017, 133 attendent leurs dernières tranches de subventions et 120 autres sont en attente de leurs premières subventions. Le retard des paiements s'explique par une conjonction de plusieurs facteurs, dont : (i) l'absence de toutes institutions financières (banques et institutions de microfinance) pour servir de canal de transfert des fonds, et (ii) les difficultés rencontrées par le bureau pour le recrutement d'agents fiduciaires chargés des opérations financières dans les zones d'interventions.</li> </ul>
	<p><i>NB : s'il s'agit d'une révision, montrez tout changement du document projet en rouge ou en MODE REVISION. Veuillez également inclure un nouveau cadre de résultat et budget en indiquant de manière claire les changements apportés. Les parties sans modifications restent les mêmes. De nouvelles signatures seront requises.</i></p>